

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en

ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine)) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

Journal de Palestine

Dossier

N° 375 du 27.07

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

2 Les brèves

2-1 Amin Abu Wardeh : Rapport : Israël a tué 801 Palestiniens au cours de cette année.

2-2 L'UE préoccupée par l'extension des colonies de peuplement.

2-3 Poursuite du bouclage militaire à Susiya.

3 Dossier

3-1 Point de vue de Ziad Sad : "C'est un crime d'être palestinien".

3-2 Point de vue de Ziad Medoukh : Gaza l'oubliée.

3-3 Point de vue de 'Convergence des causes : Apartheid + pogrom + spoliation des terres + expulsion des indigènes : L'équation toujours incomplète du régime d'occupation.

3-4 Point de vue de Gilad Atzmon : L'équilibre de pouvoir est l'unique clé de la paix.

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

4-1 Vie extrêmement difficile des 1,5 million de Ghazaouis.

4-2 Palestine Solidarity Project : Invasion brutale à Beit Ommar.

4-3 Exigeons la libération immédiate de Mona Mansour et des élus de Naplouse.

5 Analyse - **Géopolitique et stratégie**

5-1 Analyse de Alain Gresh : Armand Laferrère, Areva et Israël.

5-2 Analyse de Khaled Amayreh : La faillite morale d'Israël.

5-3 Analyse de Janine Roberts : Sur l'influence d'Israël au Parlement britannique.

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Amin Abu Wardeh : Rapport : Israël a tué 801 Palestiniens au cours de cette année.

D'après un rapport publié par les avocats Imad Salah al-Din et Sameer Ahmed al-Tubasi de l'International Solidarity Foundation for Human Rights, Israël a tué 801 Palestiniens au cours de cette année et arrêté 5.437,. Le rapport documente également les assassinats de journalistes et les violations contre les sanctuaires, les organismes de bienfaisance et les coopératives palestiniennes, advenues notamment durant ce dernier mois dans la ville de Naplouse.

Parmi les 801 Palestiniens tués par les Israéliens, on compte 107 enfants et 33 femmes.

5.437 Palestiniens ont été arrêtés dans cette année, dont beaucoup sont actuellement détenus dans des centres de détention administrative.

Dans les prisons israéliennes il y a actuellement plus de 11.000 détenus.

Les actions israéliennes contre les journalistes comprennent leur détention, la mise à mort, les blessures et la fermeture des agences de presse locales. 58 journalistes ont été agressés en un an, en violation du droit international et des conventions de Genève.

Le droit international appelle également à protéger le caractère sacré des lieux saints et à préserver la culture et le patrimoine de tous les pays. Par contre, Israël a continué à violer des zones sacrées aux Palestiniens, y compris la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem. Les forces israéliennes ont attaqué plus de 88 sanctuaires palestiniens dans cette année.

Divers organismes de bienfaisance palestiniennes et des ONG offrent des services de santé et de soutien social dans la région. Plus de 58 attaques ont eu lieu sur ces institutions, dont le matériel a été confisqué, qui ont été forcées à fermer.

L'International Solidarity Foundation for Human Rights a également documenté plus de 608 check-point israéliens en Cisjordanie, qui provoquent des conséquences dévastatrices pour la vie des Palestiniens.

L'ISF insiste donc sur :

- La nécessité d'une pression internationale sur Israël, pour qu'il respecte ses obligations, conformément au droit international.
- Le fait que Israël ne peut pas justifier ses divers crimes contre les Palestiniens en raison de "mesures de sécurité"
- La fin de l'occupation de la Palestine pourrait bien aboutir à la sécurité, la paix et la stabilité pour tous.
- La nécessité de la poursuite de chaque israélien responsable de crimes contre les Palestiniens.

Amin Abu Wardeh :

Sources [ISM](#) Dimanche 27 juillet 2008

Posté par Adriana Evangelizt

<http://palestine.over-blog.net/article-21541463.html>

2-2 L'UE préoccupée par l'extension des colonies de peuplement.

RIB- L'UE s'est déclarée préoccupée par l'extension des colonies de peuplement sioniste dans les territoires occupés palestiniens, la qualifiant de contraire au droit international. La présidence française de l'UE a vivement déploré vendredi le projet israélien d'extension d'une colonie en Cisjordanie, l'implantation de Maskiot, et a appelé Tel-Aviv à y renoncer, a rapporté l'AFP, citant un communiqué publié à Bruxelles. "Cette décision, si elle était confirmée, contribuerait, une nouvelle fois, à affaiblir la crédibilité du processus diplomatique du processus de paix ", ajoute le texte. La présidence de l'UE a indiqué qu'elle était profondément

préoccupée par cette annonce qui survient quelques jours après les décisions autorisant l'extension de la zone industrielle de la colonie d'Ariel en Cisjordanie et le lancement des appels d'offres de plus de 1.800 logements dans deux colonies, au sud et au nord d'al-Qods. D'après le communiqué l'implantation des colonies, où que ce soit dans les territoires palestiniens, y compris à al-Qods-Est, est illégale au regard du droit international.

<http://french.trib.ir/>
26-07

2-3 Poursuite du bouclage militaire à Susiya.

Le 23 Juillet au matin, les bergers de Susiya sont sortis pour faire paître leurs moutons dans la vallée située entre leur maison et la colonie. Une équipe de tournage de la NBC et quatre internationaux les ont suivis. Alors qu'ils allaient traverser la vallée, des soldats sont venus vers eux et leur ont dit de repartir. Ils leur ont dit qu'ils se trouvaient dans une zone militaire fermée.

Les bergers ont argumenté pendant un certain temps pour obtenir au moins la permission d'aller jusqu'à leur puits. Les soldats ont fini par accepter et sont repartis.

Quand l'équipe de tournage de la NBC sont partis, les soldats sont revenus. Cette fois, avec un colon. Ils ont essayé de repousser les bergers, une fois de plus, mais les bergers ont revendiqué leur droit d'aller au puits. Les Palestiniens ont ensuite eu le droit d'aller au puits, mais ils ont dû marcher très vite, voire courir, alors qu'ils n'avaient pas le droit de faire paître leurs moutons. Ils ont également dû marcher un par un. L'ensemble de l'action était surveillée par un colon, qui était autorisé à se trouver dans la zone militaire. Aucun soldat n'a essayé de le faire partir.

Pendant ce temps, les soldats se sont confrontés aux internationaux en menaçant de les arrêter s'ils continuaient à filmer et à prendre des photos dans le secteur. Nous ne pouvons pas vous faire voir de document confirmant cette interdiction.

Le lendemain matin, le 24 Juillet, les bergers et quatre internationaux ont essayé de faire paître leurs moutons de l'autre côté de leur maison. Il y a quelque pâturage sur un terrain à côté de l'ancien Susiya.

Peu de temps après leur arrivée, trois colons ont garé leur voiture à côté du terrain et sont restés à observer.

Au bout de quelques minutes, cinq colons étaient arrivés à côté du terrain et trois d'entre eux sont allés vers les brebis pour les effrayer.

Les colons ont également insulté les bergers et les internationaux, en leur disant de partir et ils ont appelé l'armée. Les bergers palestiniens ont quitté le terrain avant l'arrivée des soldats. Les colons ont alors accusé les Palestiniens d'arracher les plants d'oliviers. Pour l'instant, personne n'a été arrêté

Source : <http://www.palsolidarity.org/>

<http://www.ism suisse.org/news/article.php?id=9522&type=temoignage&lesujet=Nettoyage%20ethnique>

3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Point de vue de Ziad Sad : "C'est un crime d'être palestinien".

Refus d'entrée : une autre étape du processus de nettoyage ethnique de Jérusalem

Ziad Sad est l'un des millions de Palestiniens vivant maintenant en diaspora. C'est un habitant de Jérusalem actuellement interdit d'entrée dans son propre pays et sa propre ville. Pour être exact, il est aux Etats Unis, à San Francisco, Californie. Il est séparé de sa femme et de leurs deux enfants.

Entretien réalisé par téléphone par Kristen Ess, en exclusivité pour PNN.

Depuis la Cisjordanie occupée, PNN a discuté avec **Sad** à 2h du matin (PST).

"Merci beaucoup pour cet entretien. Mes problèmes ont commencé en 2005, lorsque je suis allé au Consulat d'Israël à San Francisco, Californie, et là, au Consulat, ils ont confisqué mon document de voyage israélien et m'ont demandé de quitter immédiatement le Consulat."

"J'ai dit, 'je viens renouveler mes papiers, ou demander des extensions'; mais ils m'ont répondu, 'non, nous avons reçu des ordres du Ministère de l'Intérieur israélien de confisquer ces papiers et de ne pas vous les rendre."

"Ca m'a mis en colère, et j'ai décidé de rester dans le Consulat jusqu'à ce qu'ils me les rendent. Les gens du Consulat m'ont dit, 'Non, nous ne vous les rendrons pas, et si vous ne partez pas tout de suite, nous vous accuserons de terrorisme. Nous appellerons le FBI et ils vous jetteront en prison.' J'ai eu peur et je suis parti, et c'est comme ça [la confiscation de mon Document de Voyage] que j'ai perdu mon droit de résidence à Jérusalem."

"J'ai pensé néanmoins que si je pouvais obtenir la citoyenneté américaine, que je n'ai pas pour le moment, en tant que citoyen des Etats Unis, je serai en mesure de revenir chez moi à Jérusalem et de voir ma famille. J'ai

attendu 2008, lorsque je suis devenu citoyen US, et j'ai pris immédiatement un avion pour Amman, Jordanie ; de là je suis allé au carrefour frontalier du Jourdain, au point Sheikh Hussein. Je suis entré en Israël, et j'ai subi des vérifications sécuritaires très humiliantes, plus humiliantes même que n'importe quelle autre inspection par le passé."

Le Pont Sheik Hussein est utilisé par les étrangers et les voyageurs qui ont un passeport israélien, mais pour ceux qui ne sont pas Israéliens, par rapport à ceux qui sont titulaires de passeports israéliens mais sont Palestiniens, la réalité est très différente.

L'expérience de Sad fut horrible. Il a décrit quelques-unes des mesures sécuritaires qu'il a dû subir, mais n'a pas voulu en donner les détails exacts, parce que, comme il le dit, "*c'était trop humiliant*". Mais il a quand même expliqué comment s'est passée sa tentative de revenir chez lui.

"C'était la première fois que je rentrais avec un passeport US. Je pensais que je serais mieux traité, avec ce passeport, que je ne l'ai été par le passé, mais je me trompais. J'ai subi un traitement encore plus humiliant ; c'était comme si les Israéliens me considéraient toujours comme un Palestinien. Peu importe quels papiers étrangers j'ai, ils me voient comme un Palestinien."

Beaucoup d'études de cas et de témoignages montrent clairement que "c'est un crime d'être palestinien." Sad continue. "*Ils vous passent une machine le long de mon corps, ça arrive à tout le monde, bien sûr, mais cette fois, ils ont appuyé très fort sur les parties sensibles de mon corps. Je leur ai demandé d'arrêter, mais ils ont dit, 'nous devons le faire, si ça ne vous plaît pas, nous vous renvoyons en Jordanie.'*"

"J'ai dit, 'je veux aller voir ma famille, et vous n'avez pas à appuyer sur mon corps de cette façon', et ils m'ont répondu, 'si vous n'aimez pas ça, repartez en Jordanie.' Ils ont fait ce qu'ils ont fait, puis ils m'ont donné un visa de visite d'une semaine pour aller voir ma famille."

La plupart des gens obtiennent un visa de trois mois à ce carrefour frontalier particulier, mais on ne leur met pas, de force, des objets étrangers dans le corps.

Comme expliqué plus haut, le passage est utilisé par les étrangers, les Juifs et les Palestiniens détenteurs de passeports israéliens. Les autres Palestiniens n'ont qu'une seule option pour entrer en Cisjordanie : c'est le Carrefour King Hussein, appelé également Pont Allenby, qui n'est qu'à une demi-heure d'Amman, Jordanie, et a juste cinq minutes de Jéricho, à l'est de la Cisjordanie. Mais le temps que cela prend est loin d'être court. Pour les Palestiniens le processus d'entrée ou de sortie, sous contrôle israélien, dure du matin à la nuit. Des témoins ont rapporté avoir passé des heures, assis dans des autobus surchauffés, sans être autorisés à en descendre, et d'autres heures à être interrogés par les forces israéliennes, ou n'ayant aucune idée de ce qui les attend une fois que le soldat israélien a pris leurs papiers d'identité et leur a dit, "*Attendez*". Sad est passé par le carrefour nord, Sheikh Hussein, à cause de son passeport US. Pour lui, les démarches n'ont pas été plus simples, comme il continue à les décrire.

"En réalité, ils ont mis un tampon 'visa de trois mois' sur mon passeport, mais ils l'ont effacé pour écrire à la place 'une semaine'. De toutes façons, pendant l'inspection de sécurité, ils m'ont volé. Ils ont pris 500 US\$, dans une veste qui se trouvait dans ma valise. Dès que je suis entré en Israël, je suis allé au poste de police et j'ai raconté l'incident. J'ai une copie du rapport de police montrant qu'ils m'ont volé 500 US\$."

"Je suis resté avec ma famille pendant sept jours et j'ai décidé de ne pas dépasser la durée de mon visa, parce que je ne voulais pas me priver de la possibilité de revenir. Je savais que si je débordais ne serait-ce que d'un seul jour, ils ne me laisseraient plus revenir. J'ai décidé de partir le septième jour et de rester deux jours à Amman, puis d'essayer de revenir. J'espérais que la deuxième fois, en étant gentil avec eux, en d'autres termes en les suppliant, ils me donneraient un visa de séjour plus long."

"Je suis donc allé deux jours à Amman, puis je suis revenu au Pont, et j'ai subi à nouveau les mêmes choses – les vérifications de sécurité et tout ça, puis ils m'ont fait attendre pendant quelques heures, puis ils sont venus me dire qu'ils avaient des ordres du Ministère de l'Intérieur de ne pas me laisser entrer en Israël."

"J'ai demandé pourquoi, et ils m'ont dit qu'ils ne savaient pas. Ils ont dit, 'C'est un ordre et vous devez partir maintenant.' Ils m'ont accompagné à l'autobus qui m'a ramené du côté jordanien de la frontière. Je me suis senti très déprimé, j'étais bouleversé, et j'ai réalisé combien la vie est injuste. A l'époque, il y avait un programme à la télévision sur les efforts d'Israël pour faire venir davantage d'immigrants juifs en Israël. Ils font venir des gens qui n'ont aucun lien avec la Palestine ou Israël, ils encouragent ces gens en leur donnant des milliers de dollars pour les convaincre de quitter leur travail, leur vie et leur pays et de venir en Israël."

"De l'autre côté, il y a des individus comme moi. Leur capitale – comme ils l'appellent, est Jérusalem. Et les gens de cette capitale sont chassés, nettoyés, simplement parce qu'ils ne sont pas juifs. Les Israéliens se nomment eux-mêmes "un oasis de démocratie" au Moyen Orient. C'est ridicule, c'est une honte qu'ils se qualifient de démocratie au Moyen Orient."

Ziad Sad est aux USA, natif de Jérusalem, et l'un des milliers d'habitants de Jérusalem qui ont été ethniquement nettoyés de la capitale de la Palestine. Selon la législation internationale, ce que font les Israéliens à Jérusalem est illégal, et c'est bien connu de tout ceux qui ont étudié les lois ou qui ont vu la situation ici. Les résolutions des Nations Unies condamnent ces pratiques ; cependant, encore faut-il que les Israéliens en tiennent compte.

La femme de Sad a essayé de venir retrouver son mari à Amman après que les Israéliens l'aient obligé à repartir en Jordanie.

"Quand ma femme a réalisé que je ne pourrais pas revenir habiter avec elle et nos enfants à Jérusalem, elle a décidé au moins de venir me voir et de me rejoindre à Amman. Mais lorsqu'elle est arrivée au Pont, les forces israéliennes lui ont dit qu'ils savaient qu'elle avait l'intention de venir me rejoindre, et ils lui ont donné deux options. Ils ont dit, 'soit tu viens avec vos enfants et tu abandonnes ta vie à Jérusalem pour toujours, soit tu ne traverses pas aujourd'hui et tu repars à Jérusalem.'"

"Ma femme était très inquiète au sujet de son droit de résidence et de sa vie à Jérusalem ; toute notre famille y vit, c'est là qu'est notre maison. Oui, je suis maintenant citoyen américain, mais mon véritable lien, c'est avec Jérusalem, pas avec les Etats-Unis ou aucun autre pays au monde. Ma femme m'a dit qu'elle avait réfléchi sur ce qu'elle devait faire, et elle a décidé de rentrer à Jérusalem."

"Alors maintenant, nous sommes séparés. Elle est à Jérusalem et ne peut pas en partir sans perdre son droit à résidence, et je suis en Amérique et je ne peux pas aller en Israël. Alors la famille est séparée. Je ne sais pas quelle sera la solution. J'aime ma femme et j'aime mes gamins – nous avons besoin d'être ensemble, mais cela semble impossible dans le futur proche."

"J'en appelle à ceux qui liront cette histoire, s'il vous plaît, faites quelque chose pour nous aider, moi et ma famille."

Voilà ce qu'est l'occupation israélienne. PNN remercie sincèrement Ziad Sad de nous avoir raconté son histoire et nous espérons que son Droit au Retour, comme statué par la Résolution 194 des Nations Unies, vers sa famille et sa maison à Jérusalem, la capitale du futur Etat palestinien, se réalise un jour.

Ziad Sad :

Sources [ISM](#)

26 juillet 2008

Posté par Adriana Evangelizt

<http://palestine.over-blog.net/article-21490810.html>

3-2 Point de vue de Ziad Medoukh : Gaza l'oubliée

Un appel à la conscience mondiale.

Nous les palestiniens, nous n'oublierons jamais la solidarité internationale avec notre cause noble, la cause internationale, la cause de tous les gens qui luttent pour un avenir sans violence et sans guerre ; un avenir de paix et de liberté .

Les palestiniens appréciaient beaucoup tous les mouvements de solidarité internationale avec sa lutte contre l'occupation, l'oppression et contre l'injustice et en particulier les organisations de solidarité populaires qui continuent à aider les palestiniens par tous les moyens pour avoir ses droits surtout son droit à avoir un état libre et indépendant sur ses territoires occupés..

Les mouvements de solidarité internationale à travers leurs actions et leur mobilisation soit dans leurs pays, soit en Palestine à travers des actions concrètes et des manifestations contre le mur ; contre l'occupation et la colonisation et à travers leur présence permanente avec les palestiniens ont aidé à l'évolution de l'opinion publique internationale surtout en Europe en faveur des droits des palestiniens.

C'est vrai que la communauté internationale, et je parle ici des états, des gouvernements, des organisations internationales y compris les Nations Unis - malgré quelques initiatives courageuses- ils n'ont pas réagi d'une façon objective pour régler ou trouver une solution juste pour le conflit israélo- palestinien qui dure depuis plus de soixante ans sans une solution juste et égale, on peut dire que les palestiniens souffrent de l'occupation certes mais ils souffrent encore de l'absence de la communauté internationale voire de la complicité de cette communauté internationale ce que a aggravé la souffrance de notre peuple; et l'exemple concret de l'isolement et du blocus imposés sur la Bande de Gaza montre une fois de plus que la communauté internationale est silencieuse voire absente devant la situation très difficile pour plus d'un million et demi de palestiniens.

Où sont les solidaires? Il est où le monde libre? Elle est où la communauté internationale ?

Des questions posées et répétées par des simples citoyens de Gaza qui s'interrogent souvent sur leur sort avec cet embargo

Imposé par les forces de l'occupation israélienne non contre un mouvement ou une faction mais contre une population civile entière.

Ces interrogations innocentes des Gazaouis surtout après les 14 mois de blocus intensif imposé par les Israéliens contre la bande de Gaza donnent une indice que Gaza et les Gazaouis sont oubliés par le reste du monde et que le sort de plus d'un million d'habitants de Gaza va vers l'inconnu.

Depuis plus d'un an ; toutes les frontières et tous les passages qui relient Gaza à l'extérieur sont fermés par ordre militaire israélien et ces passages ont été ouverts même pas 30 jours pendant cette année pour faire entrer des aides alimentaires et quelques quantités limites de carburants a peine suffisantes pour satisfaire les besoins énormes de la population en difficulté, au chômage et qui vit dans la misère.

Plus de 200 malades ont trouvé la mort à cause de manque de médicaments et de l'interdiction israélienne de leur permettre de se soigner dans les hôpitaux israéliens et voisins.

Plus de 9000 usines et ateliers ont été fermés sans oublier les pertes de secteur agricole à cause de ce blocus; et plus de 2000 étudiants ont perdu leur année anniversaire dans les universités arabes et étrangères et plus de 5000 palestiniens ont perdu leur travail et résidence dans les pays arabes et ils sont toujours bloqués à Gaza.

Imaginez-vous; des régions et des quartiers à Gaza qui restent deux ou trois jours entiers sans eau ni électricité avec des conséquences graves sur l'environnement.

Le chômage atteint 80% de la population active et 85% de palestiniens de Gaza vivent avec l'aide alimentaire distribuée par les Nations Unies et les organisations humanitaires.

Toute la vie est paralysée à Gaza, rien ne fonctionne à Gaza sauf les deux secteurs essentiels : l'éducation et la santé, l'éducation pour nous les Palestiniens est le seul flambeau qui nous reste face à l'injustice et l'indifférence.

Gaza est devenue une ville fantôme malgré la volonté et les espérances d'un peuple isolé et d'une population affamée.

La situation est toujours inquiétante à Gaza malgré les mensonges israéliens d'apaiser le siège ; la situation sur le terrain ne marque aucun signe d'amélioration.

En isolant Gaza l'armée israélienne est en train de commettre un crime contre l'humanité, en enfermant la population civile dans une grande prison à ciel ouvert, le gouvernement israélien est en train de tuer tout espoir dans le processus de paix.

Devant cette situation très difficile; les Gazaouis se sentent oubliés par tous le monde; par les voisins arabes d'abord, par la communauté internationale et le monde libre.

Devant ces crimes et devant la mort lente qui attend les citoyens innocents de Gaza il n'y a aucune condamnation de la part des organisations internationales y compris les organisations qui défendent les droits de l'homme et les gouvernements qui prétendent la démocratie et la liberté et c'est rare qu'un responsable de ces organisations ose visiter la bande de Gaza pour constater au moins la souffrance permanente de cette population en crise.

Personne de ce monde libre ose dénoncer l'intolérable de la situation de siège auquel est soumis la population de Gaza.

A Gaza tout est mort, tout est perdu sauf l'espoir mais devant ces difficultés, devant la misère, devant ces crimes et devant l'absence et le silence voire la complicité de la communauté internationale cet espoir suffira-t-il pour les Gazaouis d'oublier leur souffrance, leur isolement? Mais surtout d'oublier qu'ils sont oubliés par le monde entier?!

Ziad Medoukh

Gaza, le 13 juillet 2008

3-3 Point de vue de 'Convergence des causes : Apartheid + pogrom + spoliation des terres + expulsion des indigènes : L'équation toujours incomplète du régime d'occupation.

150 colons organisés en milice sont allés détruire les récoltes des fermiers palestiniens du village de Burin.

En plus d'évoquer le régime d'apartheid d'Afrique du Sud, sous une forme aggravée car la séparation institutionnalisée par les routes de contournement et le Mur de l'annexion entre les indigènes colonisés et les immigrants juifs auto-déclarés propriétaires d'une terre qu'ils ont volée selon un droit divin, le leur, le régime sioniste ressemble furieusement à celui des suprématistes des États du sud des Us(a) avant l'obtention des droits civiques des Noirs.

À Jérusalem-Est, une bande de juifs orthodoxes a lynché le 23 juillet deux Palestiniens et a blessé par un coup de couteau dans l'abdomen un juif israélien qui a tenté de s'interposer et de protéger les Palestiniens.

Ces derniers jours, 150 colons organisés en milice sont allés détruire les récoltes des fermiers palestiniens du village de Burin. Ils ont mis le feu aux champs saccagé les propriétés.

Un véritable pogrom est ainsi mené sous les yeux de l'armée de l'occupant totalement a-réactive et donc co-responsable de la terreur en Cisjordanie.

Alors, le régime sioniste tiendra-t-il dans l'équation apartheid + pogrom + spoliation des terres + expulsion des indigènes ?

Non, car il faut au moins rajouter deux composantes, celle de la paranoïa élevée au rang d'éthique et du Shoïsme comme religion privée et étatique.

<http://www.convergenceDESCAUSES.com/content/view/1331/1/>
25-07-2008

3-4 Point de vue de Gilad Atzmon : L'équilibre de pouvoir est l'unique clé de la paix.

En 2003 j'écrivais : « **Si la « paix mondiale » est notre principale préoccupation, nous devons instaurer un équilibre des pouvoirs, nous devons permettre aux opprimés de ce monde d'accéder aux armes les plus sophistiquées.**

L'équilibre de pouvoir est l'unique clé de la paix. » Aujourd'hui, alors qu'Israël et les lobbies qui le soutiennent font tout ce qui est en leur pouvoir pour nous entraîner dans une Troisième guerre mondiale, j'estime nécessaire de le répéter.

La seule manière d'épargner au Moyen-Orient et au monde entier un nouveau cycle dévastateur de bains de sang, c'est de laisser les Iraniens posséder leur jouet nucléaire. Mais cela va encore plus loin : apparemment, la seule manière de sauver l'État juif de sa parade impitoyable d'omnipotence belliciste, c'est de laisser l'Iran rejoindre le club nucléaire aussi rapidement que possible. La seule chose qui soit en mesure de refroidir l'enthousiasme génocidaire de l'aile marchante du sionisme, c'est une écrasante puissance de dissuasion de l'Iran.

Mais il ne s'agit pas seulement de l'Iran. La seule manière d'apporter la paix à la région, c'est d'équiper la Syrie, le Hezbollah et le Hamas avec les armes qui seront à même d'amener les Israéliens à y réfléchir à deux

fois. Autant les Israéliens adorent châtier leurs ennemis, autant ils ont en réalité horreur de faire le sacrifice suprême. Une fois que les Israéliens auront pris conscience de la possibilité réelle de leur propre destruction, ils pourront très rapidement développer un penchant réel à la paix et à la réconciliation.

Mais là encore, nous devons nous souvenir qu'Israël n'est pas seul dans ce jeu mortel. D'après le Sunday Times, « le Président George W. Bush a dit au gouvernement israélien qu'il serait éventuellement prêt à approuver à l'avenir une frappe militaire contre une usine nucléaire iranienne. En dépit de l'opposition de ses propres généraux, et d'un scepticisme largement répandu sur la perspective que l'Amérique pourrait être prête à prendre le risque des conséquences militaires, politiques et économiques d'une frappe aérienne contre l'Iran, le président a donné un « feu orange » à une attaque aérienne israélienne visant les principaux sites nucléaires iraniens, au moyen de raids de bombardiers à long rayon d'action. »

Apparemment, nous ne souffrons pas d'une pénurie de zinzins. Depuis pas mal de temps, nous sommes entièrement conscients du fait que la route de Jérusalem à Washington est une route imbibée de sang. Toutefois, il y a quelque chose de déficient et même d'amusant dans l'argumentation occidentale en faveur d'une guerre. D'après nos analystes occidentaux, le Président Ahmadinejad serait d'ores et déjà impopulaire auprès de son propre peuple et il serait sur le point de quitter la scène. L'éditorial du Sunday Times nous a informés hier de ce que « l'an dernier, un sondage réalisé sur Internet à Téhéran auprès de 20 000 personnes a montré que 62,5 % de ceux qui avaient voté pour lui (Ahmadinejad) en 2005 ne voteraient pas pour lui lors de l'élection présidentielle de l'année prochaine. » Je suis un peu perplexe. Si tel est vraiment le cas, si le président iranien est ruiné politiquement, pourquoi sommes-nous tellement empressés de déclencher une nouvelle guerre mondiale ? Ne serait-il pas plus sage d'attendre quelques mois, que cet Ahmadinejad soit viré du pouvoir par son propre peuple ? Apparemment, le Sunday Times et nos très nombreux néocons ne croient pas eux-mêmes à leurs propres mensonges.

Dans son éditorial, le Sunday Times s'efforce de donner l'impression qu'Ahmadinejad entraîne son peuple dans la guerre à la seule fin de détourner son attention de sa politique intérieure, qui en train d'échouer. « Avec une inflation frisant les 14 % et un tiers de la population iranienne au chômage, l'objectif proclamé d'Ahmadinejad, à savoir, « mettre les revenus du pétrole sur les tables familiales » est plus éloigné que jamais. »

Je serais plutôt suspicieux vis-à-vis de la lecture de la situation interne actuelle de l'Iran faite par le Sunday Times, tout autant que je l'étais à propos de la lecture qu'il faisait, en 2003, de la situation des armes de destruction massive en Irak. Toutefois, je dois le reconnaître, je ne vis pas en Iran. De fait, je vis en Occident, à Londres, pour être précis. Et c'est bien ici, à Londres, que je constate un désarroi croissant, lié à des prévisions financières extrêmement sombres. C'est bien à Londres que je lis des informations sur l'effondrement d'institutions financières occidentales majeures. C'est bien à Londres que je détecte une récession croissante et la menace d'une dépression financière. Je me demande si la lecture faussée que le Times fait d'Ahmadinejad ne serait rien d'autre qu'une banale projection ? Je suppose que tel est bien le cas. Des faits, il faut remettre les choses à l'endroit. Ce sont nos dirigeants occidentaux, qui sont incapables d'assurer les intérêts de leurs électeurs et de leurs citoyens. Ce sont nos dirigeants occidentaux, qui nous entraînent dans des guerres pour couvrir leur dysfonctionnement désastreux. Ce sont nos dirigeants occidentaux, qui s'apprêtent à déclencher une guerre mondiale, dans le seul but de blanchir l'effondrement du rêve capitaliste occidental.

Il faut être aveugle pour ne pas le voir.

Gilad Atzmon :

Pour ceux qui ne le connaîtraient pas, Gilad Atzmon .est juif antisioniste, il est né à Tel Aviv en Israël mais il a émigré à Londres depuis de nombreuses années.

C'est un saxophoniste de talent très actif dans la dénonciation du sionisme, des lobbies et du communautarisme. Voir sur [Wikipedia en anglais](#). Il écrit de nombreux articles pour dénoncer l'oppression du Peuple Palestinien et les injustices du monde.

Sources [Gauche Nationale](#)

Posté par Adriana Evangelizt

<http://usa-menace.over-blog.com/article-21520174.html>

4 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Vie extrêmement difficile des 1,5 million de Ghazaouis.

La trêve conclue le 19 juin dernier, entre le Hamas et le gouvernement israélien n'a pas apporté beaucoup de changements au cours de la vie extrêmement difficile des 1,5 million de Ghazaouis.

Malgré la trêve entre Hamas et l'Etat hébreu

Le terminal de Rafah, seule portière de la bande de Gaza vers le monde extérieur, est resté fermé, causant de gros dégâts à beaucoup de catégories de la population, surtout ceux résidant à l'étranger, dont la plupart ont vu leurs cartes de séjour annulées faute de n'avoir pu regagner leurs pays respectifs dans les délais.

Les étudiants fréquentant les universités étrangères sont les autres victimes de cette fermeture, surtout après la parution des résultats du baccalauréat et le désir de milliers d'étudiants de faire des études que les universités palestiniennes sont incapables de fournir faute de moyens et de cadres qualifiés.

Les malades nécessitant des soins hors des territoires palestiniens, hormis quelques rares exceptions, ne peuvent passer ce poste frontière. Depuis l'imposition par Israël du blocus total à la bande de Ghaza, suite au coup de force du mouvement islamiste, Hamas, au mois de juin 2007, contre l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas, plus de 200 malades sont morts faute de soins adéquats, car indisponibles dans ce territoire pauvre et manquant de tout.

Le carburant est toujours indisponible à la vente libre dans les stations d'essence. Le mouvement Hamas et le gouvernement d'Ismaïl Haniyeh qui le représente contrôlent la vente de ce produit stratégique. Aucune vente libre n'est permise dans les stations d'essence, ce qui laisse la porte ouverte à beaucoup de dépassements. L'essence, plus rare sur le marché, se vend au noir, à des prix incroyables, certainement les plus élevés de la planète. Un litre d'essence a atteint le prix de 10 dollars américains. Ceci a poussé beaucoup de conducteurs de voitures à utiliser l'huile de cuisson en remplacement du gaz oil, malgré toutes les menaces qu'elle représente pour la santé publique et l'environnement.

Même les 40 km de plage de ce minuscule territoire n'ont pas été épargnés. Toutes les eaux usées s'y déversent sans avoir été traitées, ce qui a causé des maladies diverses aux estivants. Les autres aspects de la vie n'ont connu aucune évolution. La pauvreté augmente de jour en jour, l'économie est complètement paralysée. Les 70 000 salaires que verse Ramallah aux employés militaires (sans travail actuellement) et aux civils qui font bouger légèrement cette économie risquent, à leur tour, de disparaître si les pays donateurs ne tiennent pas leurs promesses et ne fournissent pas à temps les sommes nécessaires.

Cette éventualité représentera un coup de plus asséné à l'Autorité palestinienne et à son président, Mahmoud Abbas, par la communauté internationale qui ne fait rien pour le renforcer ou même le supporter en face de ses frères ennemis, le mouvement Hamas, ou envers l'occupant israélien. Le gouvernement de l'Etat hébreu, qui n'a jamais été autant satisfait de voir les Palestiniens aussi divisés, fait de gros efforts pour maintenir cette situation qui lui permet de se dérober à toutes les exigences du règlement du conflit, arguant cette désunion palestinienne, d'où l'absence d'un partenaire pour la paix.

Le Premier ministre du gouvernement, Salam Fayad, a accusé ouvertement Israël de vouloir affaiblir l'Autorité palestinienne présidée par Mahmoud Abbas. Le taux des incursions israéliennes et des opérations militaires dans les villes de Cisjordanie occupée ont augmenté de façon significative. Depuis la conclusion de la trêve à Ghaza, ce taux a atteint 50% de celui le plus élevé depuis l'instauration de l'Autorité palestinienne.

Séparer la bande de Ghaza de la Cisjordanie occupée est un vieux plan israélien que le mouvement Hamas a aidé à se réaliser. Ceux qui refusent la présence de forces arabes dans la bande de Ghaza et partout dans les territoires palestiniens se mettent au travers des aspirations palestiniennes et aident Israël, que ce soit en connaissance de cause ou pas.

Source : <http://www.info-palestine.net/>

4-2 Palestine Solidarity Project : Invasion brutale à Beit Ommar.

27-07

Les soldats des forces israéliennes d'occupation sont d'abord arrivés à Beit Ommar le mercredi 23 juillet au matin, installant un checkpoint à l'entrée du village et vérifiant les papiers d'identité de tout Palestinien entrant ou sortant.

Ils ne semblaient pas chercher quelqu'un en particulier, mais continuaient plutôt leur campagne croissante d'invasion et de harcèlement, qui avait pris un autre tour, plus tôt dans la semaine, lorsqu'un couvre-feu a été annoncé dans le milieu de l'après-midi pour être levé un peu plus tard, après intrusion de nombre de maisons et copieux tirs de gaz lacrymogènes.

Mercredi, les événements ont encore empiré. Quelques heures après que les soldats aient semblé avoir quitté le village, 3 jeeps et 3 véhicules militaires transporteurs de troupes sont arrivés dans le village vers 20h. Ils ont commencé à lancer des gaz lacrymogènes et des tirs massifs de grenades fumigènes dans les rues, effrayant les enfants au moment où le soleil se couchait.

Pendant près de 3 heures, les soldats se sont contentés de rouler dans le centre du village, attendant que les jeunes sortent et lancent sur les véhicules blindés des pierres ou des bouteilles inoffensives, puis se précipitant hors de leurs jeeps, éparpillant les gamins avec des bombes lacrymogènes et des grenades assourdissantes. Cependant, vers 23h30, les soldats ont commencé à envahir les maisons, tirant des jeunes hors des maisons et les arrêtant sans explication.

Vers minuit, ils ont tiré, à moins de 20 mètres, une balle caoutchouc-acier dans la poitrine d'Ibrahim Awwad, qui travaille avec la police palestinienne, alors qu'il se tenait sur le pas de porte de sa maison.

Alors que sa mère et ses tantes essayaient de le tirer à l'intérieur de la maison, les soldats se sont précipités et se sont mis à tabasser les femmes, leur donnant des coups de pieds alors qu'elles étaient à terre. Ils ont alors pris Ibrahim, disant qu'ils l'emmèneraient à leur propre centre médical. Mahmoud Awwad a été blessé lui aussi, d'une balle tirée à très faible distance dans la jambe.

Après que les soldats aient retardé l'ambulance pendant presque une heure à l'entrée du village, Mahmoud a lui aussi été évacué et emmené à l'hôpital d'Hébron.

Un troisième jeune, Mohammed Samir Awwad, 18 ans, a reçu dans la nuque une balle caoutchouc-acier, qui peut être mortelle tirée de près. Lui aussi a été transporté à l'hôpital, plus d'une heure après qu'il ait été blessé.

À la fin de la soirée, 10 adolescents et hommes, dont le plus jeune a 15 ans, avaient été arrêtés. Les activistes palestiniens et internationaux de Palestine Solidarity Project sont alors allés à l'entrée du village où ils ont affronté les soldats qui portaient avec les prisonniers. Alors que les militants prenaient des photos, un vieux monsieur s'est approché d'eux et leur a dit que son fils, qui venait d'être arrêté, souffrait d'un problème de santé et avait besoin de prendre un traitement régulièrement. Une des internationales a dit aux soldats qu'elle voulait parler à leur commandant. Les soldats, qui quelques minutes auparavant avaient ordonné aux internationaux de quitter les lieux en anglais, n'arrivaient plus soudain à comprendre sa demande. Elle a été violemment bousculée et écartée de force de la jeep par un soldat qui l'a traitée de "pute" en arabe, dans une tentative évidente de mettre les Palestiniens en colère. Lorsque les soldats ont sauté dans leurs jeeps, l'un d'entre eux a commencé à chanter dans le haut-parleur : "Va te faire enculer, va te faire enculer, va te faire enculer" en anglais, et à rire aux éclats. Le chauffeur de l'autre véhicule a fait un doigt aux militants en partant, traitant clairement cette nuit de blessures et de terreur comme une blague, ou un jeu, avec un manque de considération total et un mépris flagrant pour les vies qu'ils avaient affectées.

Sources [ISM](#)

26/7

Posté par Adriana Evangeliz

<http://palestine.over-blog.net/article-21541357.html>

4-3 Exigeons la libération immédiate de Mona Mansour et des élus de Naplouse.

Mona Mansour, députée au Conseil Législatif Palestinien, où elle y représente la ville de Naplouse depuis 2006, vient d'être kidnappée, le 21 juillet, par les autorités d'occupation israélienne. Cette opération, menée brutalement, comme le pratiquent régulièrement ces forces qui ont investi la ville, s'est accompagnée de l'arrestation de 25 citoyens. La semaine précédente plusieurs conseillères municipales avaient elles aussi été arrêtées.

Sans aucun respect pour des femmes et des hommes qui ont été élus le plus régulièrement du monde, Israël applique un plan visant à démanteler la résistance palestinienne, tout particulièrement à Naplouse. Rappelons que dès la constitution du gouvernement d'union nationale en février 2007 les arrestations de députés et ministres ont été pratiquées : ils sont maintenant 45 en prison. Le maire de Naplouse est dans la même situation. La pratique coloniale ne supporte pas la démocratie palestinienne.

Dans le processus dit de paix, les Palestiniens ont tout, sauf la paix. Certes actuellement la trêve est respectée à Gaza. Mais l'occupant israélien y maintient son blocus. C'est une véritable guerre qu'il mène, en Cisjordanie, et notamment à Naplouse, après Hébron en mars, contre la résistance. Dispensaire, institutions scolaires, maintenant le « Mall »(galerie commerciale et administrative de la ville), sont la cible de l'occupant. Ce matin, on apprend un projet de nouvelle colonie en Cisjordanie tandis que des colons viennent, à proximité de Naplouse, d'agresser la population palestinienne et de blesser 20 personnes. L'entreprise d'expulsion commencée il y a soixante ans se poursuit.

Il n'est guère possible de continuer à se borner à de belles paroles de paix, prononcées par les dirigeants occidentaux en tournée en Israël, ou celles encore, tenues à Paris, lors du lancement de l'Union pour la Méditerranée. Il ne suffit pas de gémir pour l'arrêt de la colonisation : il faut l'imposer. La complicité avec les dirigeants israéliens doit cesser.

Cela vaut tout particulièrement pour le gouvernement français qui est en mesure de peser sur le gouvernement israélien. *Il doit exiger la libération immédiate de Mona Mansour et de tous les élus palestiniens arrêtés.*

L'Association France Palestine Solidarité Nord-Pas de Calais sollicite à cet effet l'intervention des élus de la région Nord-Pas de Calais, dont la métropole Lille, est jumelée avec Naplouse. Elle assure la population de Naplouse, ses élus, de sa solidarité. Elle se mobilise pour que celle-ci s'exprime afin de faire barrage à l'entreprise colonialiste israélienne.

Communiqué de l'AFPS 59/62 24 juillet 2007

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

5-1 Analyse de Alain Gresh : Armand Laferrère, Areva et Israël.

Dans le numéro spécial de Commentaire (printemps 2008) paru à l'occasion du trentième anniversaire de la revue, Armand Laferrère, présenté comme Conseiller référendaire à la Cour des comptes et **président d'Areva Canada**, propose un article sur Israël que chacun devrait lire. Il condense **tous les** préjugés pro-israéliens et anti-palestiniens que l'on peut imaginer. **Et** quelques mensonges à l'appui...

Nous apprenons que le passage d'Israël à un rythme structurel de croissance rapide « *a eu lieu au milieu d'une guerre. il date de 2003, alors que l'Arafada (la guerre terroriste lancée en 2000 par Yasser Arafat sous le nom d' "Intifada al Aqsa" ou de "deuxième Intifada") faisait encore rage* ».

M. Laferrère ignore les déclarations des chefs de service de renseignement israéliens affirmant qu'Arafat n'a pas déclenché l'Intifada, ou le fait que le bilan du premier mois de l'Intifada se chiffre en centaines de victimes palestiniennes contre quelques victimes israéliennes – un déséquilibre difficile à comprendre si la stratégie d'Arafat avait été planifiée (rappelons que les premiers attentats-suicides datent d'après la victoire aux élections législatives de M. Ariel Sharon, le 6 février 2002).

Comme l'auteur l'écrit plus loin, « *l'Arafada a été clairement gagnée par Israël : 15 victimes du terrorisme en Israël en 2007 contre 451 en 2002* ».

Effectivement...

Mais Laferrère ne parle pas des morts palestiniens ; sans doute que le bilan de plus de 4 000 tués ne l'intéresse pas. Les Palestiniens sont-ils des êtres humains ?

Une des raisons de cette victoire israélienne est la barrière de sécurité. Cette barrière de sécurité « *érigée depuis 2002 avait fait l'objet en son temps d'une campagne internationale de condamnation dont le ton strident paraît, face aux vies sauvées, bien indécent* ». Cette campagne « indécente », rappelons-le, avait été entérinée par la Cour internationale de justice dans un jugement de 2004. Mais Israël n'est-il pas au-dessus du droit ? Et cette barrière de sécurité, dont la longueur finale sera deux fois celle de la ligne frontière entre Israël et les territoires palestiniens, nécessite l'annexion de 10% de la Cisjordanie. Pourquoi fatiguer les lecteurs avec de tels détails ? Les paysans palestiniens coupés de leurs champs sont-ils des êtres humains ?

L'auteur ne s'intéresse qu'aux menaces qui pèsent sur Israël, petit Etat entouré de méchants ennemis. Vu du Liban, ces remarques apparaissent dérisoires... Il suffit d'avoir visité le sud du Liban, parlé avec ses habitants, chassés de chez eux à plusieurs reprises (1978, 1982, 1996, 2006) par les invasions et les bombardements israéliens, écouté leurs histoire, vu les dizaines de personnes mutilées par les bombes à fragmentation lancées par Israël le dernier jour du conflit de 2006 et qui ne frappaient que des civils.... Mais les paysans libanais sont-ils des êtres humains ?

Et quand Laferrère explique que la prise du pouvoir à Beyrouth est la grande préoccupation du Hezbollah, on peut mesurer son abyssale ignorance. Le Hezbollah a tous les moyens militaires pour s'emparer du pouvoir, il l'a montré en mai dernier à Beyrouth. Mais il ne le souhaite pas. Dans le nouveau gouvernement libanais d'union nationale, il s'est contenté d'un ministère...

Bien que la France, selon l'auteur, ait adopté une position plus ferme à l'égard de l'Iran, ce dont il se félicite, elle doit, « *si elle tient à son honneur, s'interroger sur la manière dont la question d'Israël est présentée dans ses médias et sa société* ». Laferrère reproche d'abord aux médias de ne pas désigner les auteurs d'attentats en Israël par leur nom, des terroristes. Je ne pense pas qu'il aurait désigné Menahem Begin, Itzhak Shamir ou leurs collègues, dans les années 1940, par ce terme-là. Mais, il faut le reconnaître, ce ne sont pas des Arabes. Et quant à la violence d'Etat israélienne, elle est évidemment « démocratique ». Le caractère démocratique d'une bombe lancée par un F-15 sur le sud du Liban ou sur un camp palestinien peut ne pas être perçu par ceux qui la reçoivent, mais ce ne sont que des Arabes....

Et, évidemment, on revient à [l'affaire al-Dura](#). La presse, paraît-il, « *refuse tout débat* » au sujet de l'enfant tué par des balles israéliennes aux premiers jours de l'Intifada. Sans doute Armand Laferrère, qui pantoufle au Canada, ne lit-il pas la presse française, et on peut lui pardonner son ignorance. Mais ce qu'il ne supporte pas dans cette affaire, c'est ce que l'image symbolise : une armée israélienne qui tire sur des enfants. Rappelons-lui quelques faits : entre le début de l'Intifada et juin 2002, 116 mineurs ont été tués à Gaza et 253 en Cisjordanie, selon la journaliste israélienne Amira Hass. Et Le Monde du 24 novembre 2000 nous rapportait cet entretien avec un soldat israélien : « *Vous ne tirez pas sur un enfant qui a 12 ans ou moins. Au-dessus de 12 ans, c'est autorisé.* » Mais les enfants palestiniens sont-ils des enfants ?

Durant la guerre d'Algérie, des intellectuels français se mobilisaient pour défendre l'honneur de l'armée terni par ces traîtres qui dénonçaient les tortures. Au moins, on sait dans quel camp Armand Laferrère aurait été dans ces années-là...

Terminons par deux questions.

La note signature explique que l'auteur est Conseiller référendaire à la cour des comptes : n'est-il pas tenu au devoir de réserve ?

Elle signale aussi qu'il est président d'Areva Canada. Dans quelle mesure Areva Canada est-il engagé par ses propos ?

Et une précision sur sa biographie. De 2002 à 2004, il a été conseiller personnel de Nicolas Sarkozy (alors ministre français de l'Intérieur), et responsable du budget du ministère et des réformes de la fonction publique.

Alain Gresh

Vendredi 25 juillet 2008

[Blog Alain Gresh Monde Diplomatique](#)

Posté par Adriana Evangelizt

<http://palestine.over-blog.net/article-21490705.html>

5-2 Analyse de Khaled Amayreh : La faillite morale d'Israël,

Les récentes agressions de l'armée israélienne contre les œuvres caritatives palestiniennes, les salons de coiffure et les commerces montrent sans équivoque la faillite morale d'Israël, écrit Khaled Amayreh de Naplouse.

Si vous vous imaginez encore qu'il reste des lignes rouges qu'Israël n'a pas franchies dans sa façon de traiter les Palestiniens, détrompez-vous. Ces dernières semaines et ces derniers jours, l'armée israélienne a

vandalisé, saccagé et saisi des institutions civiles palestiniennes dans les principales villes et municipalités cisjordanienne, notamment à Ramallah, siège du prétendu gouvernement palestinien.

Des témoins découragés et des victimes en pleurs ont parlé d'une « brutalité sans précédent » et d'un « comportement à la Gestapo » alors que les forces d'occupation israéliennes traversaient le centre et le nord de la Cisjordanie pour détruire ce qui restait du secteur caritatif palestinien dont dépendent des milliers de familles appauvries pour leur survie.

Israël a visé des orphelinats et des internats ainsi que des soupes populaires et des ateliers de couture au service des orphelins de la région de Hébron. La campagne de terreur, avec ses scènes horribles de cruauté et d'inhumanité, a sérieusement creusé l'hostilité et la haine à l'égard d'Israël.

Nablus

L'armée israélienne envahit Naplouse

Celui-ci ne se soucie apparemment pas de la survie, ni de la vie des Palestiniens. Il est après tout le tourmenteur, le meurtrier et l'opresseur perpétuel du peuple palestinien.

Le dernier cas de sauvagerie s'est produit la semaine dernière quand des douzaines de véhicules militaires israéliens, notamment des blindés, ont envahi le centre d'affaires de Naplouse, à 90 kilomètres au nord de Jérusalem. Naplouse est l'une des villes que l'Autorité palestinienne (AP) a déclarée « souveraine », surtout après le déploiement de centaines de « forces de sécurité » formées par les États-Uniens et bien armées.

Quand les Israéliens ont violé la ville la semaine dernière, les forces de sécurité palestiniennes étaient introuvables. Les troupes israéliennes ont envahi des écoles, des centres commerciaux, des clubs de sport, des centres culturels, un important centre médical, une station de télévision, des salons de coiffure ainsi que de nombreux bureaux d'ONG, saccageant et détruisant leur équipement. Dans un cas, elles ont détruit et jeté dans la rue du matériel scolaire (squelettes didactiques, microscopes et meubles scolaires).

De plus, des soldats ont volé des ordinateurs et beaucoup d'appareils électriques et électroniques dans les bâtiments visés, tous déclarés « propriété de l'armée israélienne ». A la station de télévision Afaq dans le centre de Naplouse, l'armée israélienne a confisqué tout l'équipement et le mobilier. « En partant, les militaires ont posté sur la porte d'entrée un avis annonçant que le bâtiment était fermé pour un an » a dit un des propriétaires, directeur de la station Issa Abul-Ezz dans une déclaration envoyée à *Al-Ahram Weekly*.

C'est toutefois dans le centre commercial comprenant des douzaines de commerces que la barbarie a atteint son paroxysme. L'armée israélienne a fermé les lieux et annoncé que tout Palestinien pénétrant dans le bâtiment qui comporte plusieurs étages, serait arrêté et emprisonné pour cinq ans.

A Ramallah, des soldats israéliens ont envahi le bâtiment du conseil municipal d'Al-Bireh, ville proche de Ramallah, situé à quelques centaines de mètres des bureaux du Président de l'AP, Mahmoud Abbas, et de celui de son Premier Ministre, Salam Fayyad. Les soldats israéliens, armés de gros marteaux et d'équipement de soudure ont forcé les portes des bureaux, confisqué des ordinateurs et détruit le mobilier.

Là encore, les forces de l'AP sont restées dans leur caserne pour « honorer les accords et les arrangements » passés avec Israël. Les officiels de l'AP, y compris le Premier Ministre Fayyad, se sont évertués à dire que toutes les institutions sociales, culturelles, éducatives, sportives et commerciales visées par Israël travaillaient en conformité avec la loi et que leurs activités n'avaient rien à voir avec Israël.

« Il s'agit d'institutions palestiniennes légitimes et les attaquer a pour but d'affaiblir et d'humilier l'Autorité palestinienne » a dit Fayyad en visitant les bâtiments visés. Il a ajouté qu'il se plaindrait auprès des États-Unis et de Tony Blair, envoyé du Quartette pour le processus de paix palestinien-israélien. Pourtant pas un mot n'est venu de ces deux entités pour critiquer la dernière vague de sauvagerie israélienne.

Les autorités d'occupation israéliennes ont prétendu que des individus religieux qui pouvaient avoir des sympathies pour le Hamas, mouvement palestinien islamique de résistance, étaient les propriétaires ou les administrateurs des institutions visées. Toutefois, l'armée israélienne et son bras du renseignement, le Shin Bet, n'ont pas présenté la moindre preuve impliquant ces institutions dans des actes de violence.

L'ironie veut que ce soient des provocations comme celles-ci qui affaiblissent sérieusement l'image de l'AP tout en renforçant celle du Hamas. Fayyad a dit que l'attaque israélienne contre les œuvres caritatives et les autres institutions palestiniennes radicaliserait la société palestinienne et intensifierait la haine contre Israël. Il est toutefois évident qu'Israël ne se préoccupe pas des effets à long terme de ses actions vindicatives contre les Palestiniens et que son but est de prendre plaisir à les voir souffrir.

L'assaut brutal contre la ville de Naplouse et l'embarras dans lequel il a mis l'AP, partenaire de paix d'Israël, n'a guère ému la communauté internationale qui semble avoir renoncé à contenir la sauvagerie sans frein d'Israël contre ses victimes palestiniennes pratiquement sans défense.

La réaction la plus véhémente est venue de Louisa Morgantini, vice-présidente de l'Union européenne, qui a qualifié les raids israéliens de « violation évidente du droit international ».

« Les actuels raids, fermetures et saisies perpétrés par l'armée israélienne contre des institutions, des associations, voire des écoles à Naplouse sont illégaux ; ils constituent non seulement une violation évidente du droit international, ils infligent encore plus de souffrances et d'injustices à la population palestinienne, mais ils attaquent aussi directement le gouvernement palestinien du Premier Ministre Salam Fayyad.

« Les incursions, les arrestations, les fermetures et les bombes sonores qui explosent pendant les invasions nocturnes, l'ordre de fermer le centre commercial de Naplouse avec ses 50 magasins et ses bureaux ; la menace d'envoyer en prison pour cinq ans quiconque pénètre dans le centre constituent des ordres illégaux et non valables émanant des militaires israéliens ».

Le 10 juillet, Fayyad a fait une tournée à Naplouse et a incité les commerçants et les habitants à rouvrir leurs magasins et faire de la résistance non violente. L'armée a réagi à la « l'attitude provocante » de Fayyad en

revenant à Naplouse et en fermant d'autres lieux tout en réitérant ses avertissements à l'endroit de ceux qui enfreindraient les ordres : ils seraient emprisonnés et leurs maisons seraient dynamitées.

Furieux et clairement embarrassé par l'audace des raids israéliens, Fayyad a demandé au Hamas de travailler à la formation d'un gouvernement d'unité nationale parce que « c'est la seule manière de présenter un front palestinien uni face à l'agression israélienne ».

La société israélienne qui a dérivé ardemment vers le fondamentalisme talmudique et le fascisme chauvin a généralement fermé les yeux sur le comportement honteux de son armée en Cisjordanie. A deux exceptions près. Le petit groupe pacifiste, bien connu, Gush Shalom, a publié une déclaration dans le journal *Haaretz* intitulé « Orphelins et veuves ».

L'article disait ce qui suit : « Dans le cadre des actions menées contre le Hamas, le gouvernement Olmert détruit des orphelinats, des écoles et des associations caritatives en Cisjordanie. Il n'y a pas d'autres institutions qui puissent s'y substituer. Les orphelins, les veuves et les pauvres seront jetés à la rue. Est-ce que c'est ainsi qu'on isolera le Hamas ? Bien au contraire ».

La seconde exception est un article écrit par le journaliste non conformiste Gideon Levy, publié lui aussi dans *Haaretz*. Levy a parlé de l'oppression épouvantable qu'inflige l'armée israélienne aux Palestiniens.

« L'occupation prouve une fois de plus que dans la vie des Palestiniens, rien n'est à l'abri, que l'occupation ne connaît pas de frontières ».

« Une armée qui ferme une école, une bibliothèque, une boulangerie, un internat ; des soldats qui opèrent une descente dans une station de télévision commerciale légale, qui confisque son équipement et la menace de fermeture comme cela est arrivé récemment à la station de télévision AFaq à Naplouse... De telles opérations émettent un message clair : l'occupation a perdu toute inhibition morale et toute trace de sagesse ».

« Comme elle est misérable » poursuit Levy, "l'armée qui vide les hangars de nourriture et de vêtements pour les nécessiteux ; combien est ridicule la signature d'ordres militaires fermant des salons de coiffure, combien est pathétique un raid militaire contre des boulangeries et combien est cruelle une occupation qui ferme des dispensaires pour n'importe quel prétexte ».

N'oublions pas que ces opinions ne reflètent pas celles de l'ensemble des Israéliens qui sont ouvertement racistes. Et c'est la raison pour laquelle le silence accueille les atrocités de l'occupation.

Khaled Amayreh –

Weekly Ahram - 26 juillet

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=4809

5-3 Analyse de Janine Roberts : Sur l'influence d'Israël au Parlement britannique.

Nous autres Britanniques, nous ne sommes pas comme les Américains, nous ne saurions tolérer que des lobbyistes israéliens chaperonnent nos hommes politiques, comme à Washington, et s'arrogent de fait les rôles du pouvoir.

Ils seraient alors en position d'influencer gravement notre politique étrangère...

L'influence d'Israël sur Washington est largement documentée. Elle repose sur de puissantes organisations juives de Washington, mais aussi de plus en plus sur les associations de chrétiens sionistes. [ndt : Aux USA, le terme de « Chrétiens », désigne assez largement l'ensemble des sectes et mouvements religieux issus principalement du protestantisme.].

Il y a environ deux semaines [ndt : début mai 2008], quelques 600 chrétiens américains sont venus à Jérusalem célébrer l'anniversaire d'Israël, au nom d'un puissant groupe pro-israélien U.S. qui prétend regrouper près de 40 millions de chrétiens sous la bannière des « Christians United for Israel » [Chrétiens Unis pour Israël], que mène le richissime Révérend John Hagee.

A la tête d'une église texane, celui-ci dirige aussi une chaîne de télévision chrétienne à forte audience. Leur organisation est calquée sur l'AIPAC [ndt : American Israel Public Affairs Committee : Comité des Affaires Publiques Israélo-Américaines, principal lobby juif aux USA], dont le congrès annuel, a réuni l'an dernier quelque 6 000 participants à Washington.

A Jérusalem, ces Chrétiens étaient venus revendiquer qu'Israël puisse faire valoir ses droits sur l'intégralité de Jérusalem. Après avoir défilé Rue Jaffa en arborant les drapeaux américains et israéliens, une centaine d'entre eux se rendirent le 3 avril dans la vaste colonie israélienne d'Ariel, pour se joindre à une grande fête qu'animaient des danseuses habillées à la texane [ndt : façon rodéo]. Cette fête avait été organisée en leur honneur par le maire de la colonie en remerciement pour leur contribution de plusieurs millions de dollars à la construction d'un « vaste complexe de sports et de loisirs », dont toute une aile portait en grandes lettres le nom du donateur, le Révérend Hagee.

Celui-ci se déclara « ravi d'être à Ariel ce soir, ce fief de l'Amérique profonde en Judée-Samarie ! » Plus tard, le 9 avril, au cours d'une réception à Jérusalem où il retrouvait son vieil ami Benjamin Netanyahu, le chef du Likoud, tous deux annoncèrent pour 6 millions de dollars de donations supplémentaires à diverses causes israéliennes.

Le pasteur déclara alors que « céder tout ou partie de Jérusalem aux Palestiniens reviendrait à livrer la ville aux Talibans. »

Leur conférence de 2007 avait attiré à Washington plus de 4 250 participants. Le clou de la conférence était une « apparition-surprise » du sénateur John McCain, candidat Républicain aux élections présidentielles, fort

du soutien de Hagee. Son discours s'ouvrait sur cette phrase : « C'est dur de faire le travail de Dieu dans la cité de Satan ! » La suite fut gratifiée de sept standing ovations. [ndt : lorsque l'assistance se lève pour applaudir encore plus fort].

Sous la pression du lobby sioniste, Barak Obama a dû, lui aussi, montrer patte blanche : « Personne n'a plus souffert que les Palestiniens du refus de leurs dirigeants de reconnaître Israël... » Et Hillary Clinton d'aller encore plus loin, elle en appelle à une « Jérusalem indivisée devenue capitale d'Israël » [ndt : C'est textuellement la prétendue « bourde » du discours d'Obama le 4 juin 2008, au congrès de l'AIPAC]. Définitivement, c'est assez pour faire d'elle la favorite des sionistes. Depuis 2004, Obama a reçu de l'AIPAC quelques 93 700 \$, tandis qu'Hillary en empochait 349 073 [ndt : soit près de quatre fois plus].

On peut néanmoins se réjouir qu'à la veille de la visite de Hagee à Ariel, le rabbin Eric Yoffie, président de l'Union for Reform Judaism [ndt : l'Union pour un Judaïsme Réformé] – la plus grande organisation juive des Etats-Unis avec plus d'un million et demi de membres – ait dénoncé Hagee et ses ouailles pour leur extrémisme religieux.

On n'a jamais vu une chose pareille chez nous en Angleterre, n'est-ce pas ?

Au contraire... Sous bien des rapports, les succès du lobby sioniste sont encore plus remarquables dans notre pays – non seulement historiquement, ne fut-ce que par la Déclaration Balfour, mais bien plus encore très récemment. On compte aux Etats-Unis treize juifs au Sénat et trente à la Chambre des Représentants, alors qu'au Royaume-Uni, où la communauté juive est vingt fois plus petite, ils sont nettement mieux représentés au Parlement. Ils sont 18 à la Chambre des Communes et 41 à la Chambre des Lords. La communauté juive n'est nulle part mieux représentée en Occident, et cet exploit est en grande partie celui de Tony Blair.

Avant l'invention du New Labour [ndt : le « Nouveau Parti Travailleiste »], les travailleistes étaient clairement plus favorables aux Palestiniens. Pour Jon Mendelsohn, du Labour Friends of Israël [ndt : l'association des Travailleistes Amis d'Israël], voici ce qui a changé : « Blair s'est attaqué directement à l'anti-israélisme qui imprégnait le Parti Travailleiste. La politique de l'ancien Parti Travailleiste, c'était les cow-boys et les Indiens, pour ce qui est des soutiens, on faisait feu de tous bois. Mais le milieu a changé. Le sionisme est omniprésent dans le New Labour. La présence de Blair aux meetings des Travailleistes Amis d'Israël est automatique. » .

Une des premières initiatives de Blair, à peine élu député, fut de devenir membre des Travailleistes Amis d'Israël. Mais le changement majeur ne se produisit qu'une fois qu'il eut pris le contrôle du Parti Travailleiste. Pour imposer ses projets politiques, il devait briser la position de force des syndicats dans le financement du parti. Il lui fallait donc un allié disposant de moyens financiers considérables.

En 1994, un ami et collègue de barreau, Eldred Tabachnik – Juge d'instruction auprès de la Cour d'Angleterre, ancien président du Board of Deputies of British Jews [ndt : le Conseil des Représentants des Juifs Britanniques (l'équivalent britannique du Consistoire Israélite Français)], lui présenta Michael Levy – magnat de la pop musique, collecteur de fonds pour diverses causes juives et israéliennes, membre du Jewish Agency World Board of Governors [ndt : le Conseil Mondial des Gouverneurs de l'Agence Juive] et membre fondateur de l'Holocaust Educational Trust [ndt : organisation qui s'active en haut lieu, au plan international, pour défendre la place de la Shoah dans l'éducation]. C'était à un dîner de gala que donnait le diplomate israélien Gideon Meir.

Blair ne tarda pas à avoir ses entrées au palais et sur les cours de tennis de M. Levy. Pour Andrew Porter de The Business, Levy expliqua qu'il pouvait « collecter pour le parti des sommes considérables » à condition qu'il soit « tacitement entendu que plus jamais, aussi longtemps que Blair le dirigerait, le Parti Travailleiste ne serait anti-israélien. »

Ce qui fut dit fut fait. Lévy dirigea les caisses du Bureau du Président du Labour [ndt : le Parti Travailleiste], et finança la campagne de Blair aux législatives de 1997. Levy devint véritablement la cheville ouvrière du New Labour. Il en fut d'ailleurs instantanément gratifié du titre de Lord, ainsi que plusieurs des principaux donateurs, qui furent anoblis eux aussi. Levy, qui se considère comme un « sioniste international de premier ordre », a par la suite largement rendu hommage à Tony Blair pour son « soutien sans faille et sincère à l'Etat d'Israël. » Pour réduire l'influence des syndicats, Blair avait cependant besoin d'une source de fonds constante. De toute évidence, il lui fallait aussi en dissimuler l'origine, de peur qu'elle ne soit mise en cause. L'une des personnalités les plus en vue chez les Travailleistes Amis d'Israël est David Abrahams, un riche promoteur immobilier. Le Président de la Fédération Sioniste, Eric Moonman, le compte parmi ses hommes de confiance : « Je connais bien David, et j'ai voyagé avec lui à de nombreuses occasions. » Abrahams fut donc chargé d'alimenter secrètement une partie des caisses du New Labour. Il y fit verser par quatre de ses prête-noms plus de 650 000 livres – une pratique reconnue depuis comme illégale par le Premier ministre Gordon Brown, mais qui n'a jusqu'ici donné lieu à aucune poursuite.

En général, Abrahams se contente d'expliquer qu'en tant que « personne privée » il préférerait simplement garder l'anonymat. Dans la British Jewish Chronicle, il se montre cependant plus loquace. Il y explique que s'il versa secrètement des fonds au Labour, c'est qu'il préférerait qu'on ne puisse établir de lien entre « l'argent juif » et le Parti Travailleiste, pensant qu'on pourrait soupçonner que cela cachait une conspiration juive.

Dans un premier temps, les responsables du Parti Travailleiste nièrent avoir eu connaissance de ces méthodes secrètes, mais il a depuis été démontré que Abrahams collaborait dès cette époque très étroitement avec Jon Mendelsohn, directeur de campagne du Premier ministre Gordon Brown et accessoirement ex-président du lobby « Les Travailleistes Amis d'Israël. » D'autres juifs membres des Travailleistes Amis d'Israël contribuaient aussi au financement du parti. Lord Sainsbury apporta un million de livres sterling. Début 2001, Levy en avait déjà récolté 15 millions. Ainsi, le lobby israélien permit-il au Parti Travailleiste de briser la puissance des syndicats, en échange d'un remaniement complet de la scène politique britannique, au bénéfice d'Israël. Aussi étonnant qua cela puisse paraître, une fois l'affaire révélée à la presse, celle-ci traita cette histoire de

dons secrets avec des pincettes. Fort rares furent les journalistes qui demandèrent ce que le lobby israélien pouvait bien espérer en retours de donations aussi colossales. Aucun, que je sache, ne demanda si la décision de garder ces donations secrètes venait de Tony Blair lui-même, et auquel cas pour quelle raison... Bien peu enfin cherchèrent à en déduire les implications en matière de politique étrangère.

Plus personne n'ignore aujourd'hui que l'Irak n'a jamais été une menace pour le Royaume-Uni – mais que c'en était une potentielle pour Israël. S'adressant à des juifs, Blair disait simplement : « Un Irak stable sera pour Israël un heureux événement. » Il évita aussi scrupuleusement toute initiative susceptible de mettre fin au conflit lors des bombardements d'Israël sur le Liban [ndt : en juillet-août 2006].

Levy devint pour sa part notre « représentant spécial » au Proche-Orient, bien que clairement partie prenante dans le conflit. Supposé négociateur de façon impartiale avec Palestiniens et Israéliens, il se mit à collecter des fonds pour l'ancien Premier ministre israélien Ehud Barak, et à faire du lobbying pour Israël au Royaume-Uni. Il a en Israël un bureau, une maison, et se définit d'ailleurs lui-même comme « sioniste international. »

Dans la Jewish Chronicle, une publicité du Parti Travailleiste, vantait le chiffre record de 57 députés travaillistes qui, depuis 1997, s'étaient rendus en Israël – pour la plupart par l'entremise des Travailleistes Amis d'Israël et aux frais de l'association. « Voila qui augmente considérablement le nombre des parlementaires déterminés à équilibrer les positions de la Chambre des communes sur le Proche-Orient. Les députés travaillistes se sont plus fréquemment rendus en Israël que ceux d'aucun autre parti ! » Cette publicité vantait également le fait que le Terrorism Act de 2000 – pour la promulgation duquel le lobby des Travailleistes Amis d'Israël avait pesé de tout son poids – « interdit [sur le territoire britannique] les organisations terroristes telles que le Hamas, le Hezbollah ou le Jihad Islamique Palestinien », adversaires notoires d'Israël, plutôt que du Royaume-Uni.

Gordon Brown est encore bien plus personnellement investi que Blair dans le sionisme. Il en est littéralement imprégné depuis l'enfance. Récemment, lors d'un rassemblement, il déclarait : « Cela a été pour moi une fierté d'être membre des Travailleistes Amis d'Israël pendant plus de trois décennies. Mon père passait chaque année de nombreuses semaines en Israël, il était président du Comité Israélien de l'Eglise d'Ecosse. Il s'y est rendu deux fois par an pendant plus de vingt ans pour y rencontrer des gens. »

Dans un discours, Gordon Brown expliquait : « Ce sont des diapositives passées sur un vieux projecteur, qui ont fait mon éducation, toutes ces photographies sur l'histoire d'Israël qu'il avait ramenées, ces livres sur Israël... Et j'ai été mis au fait très jeune (et de première main par mon père), des luttes, des sacrifices et des accomplissements du nouvel Etat d'Israël et du peuple israélien. Je voudrais donc simplement vous dire, à vous qui êtes aussi des amis d'Israël, combien j'ai été éduqué dans cette conviction profonde que l'avenir d'Israël est important, non pas seulement pour Israël, mais qu'il l'est pour le monde entier, et je continuerai de faire mon possible pour défendre à la fois Israël et... »

Il déclarait aussi : « Mon éducation m'a laissé fortement impressionné par les souffrances et le courage des juifs, sensible aux exploits remarquables qui ont permis la création de l'Etat d'Israël, et surtout admiratif de cette détermination à combattre toutes les formes de discriminations, d'où qu'elles puissent provenir (sic). »

L'une des premières initiatives de Gordon Brown en tant que Premier ministre, fut donc d'accepter le poste de directeur du Fonds National Juif. Fondé en 1901, ce Fonds est celui auquel le gouvernement israélien a vendu les terres spoliées aux réfugiés Palestiniens, avant de déclarer ces terres exclusivement disponibles aux implantations juives [ndt : le très controversé programme de « rédemption » des terres bibliques du gouvernement israélien]. Il y a planté des forêts à la place des oliviers, arrachés aux terres où vivaient jadis des Palestiniens. Ce Fonds possède à l'heure actuelle près de 14 % de la surface d'Israël.

Brown annonça alors que dans chaque lycée britannique, deux enfants se verraient offrir un voyage au site du camp de la mort d'Auschwitz. Le Holocaust Educational Trust n'a d'ailleurs pas manqué de lui en rendre grâce. Il a aussi soutenu des projets d'investissements en Cisjordanie, défendus par le Portland Trust de Lord Ronald Cohen.

Mais les « parachutages » de Brown sont bien plus préoccupants encore. Il a sécurisé la poursuite du financement juif du New Labour en nommant Mendelsohn, membre des Travailleistes Amis d'Israël, comme responsable de la collecte des fonds pour sa prochaine campagne électorale. Il a également nommé Simon McDonald, ancien ambassadeur de Grande-Bretagne en Israël, au poste de premier conseiller en politique étrangère. Israël a exprimé sa satisfaction devant ce choix, estimant que McDonald était « un véritable ami d'Israël »...

A James Purnell – Président des Travailleistes Amis d'Israël de 2002 à 2004 – Gordon Brown a confié la fonction de secrétaire d'Etat à la culture, aux médias et au sport, lui donnant la haute main sur la BBC [British Broadcasting Corporation] et sur l'intégralité des médias britanniques. Dans une lettre publiée en décembre 2004 dans Prospect, Purnell écrivait : « Certaines personnes s'efforcent de faire passer Israël pour « le méchant » planétaire, le nouveau régime paria, en lieu et place de ce qu'était l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid... Lorsque certains présentent Israël comme le pays qui a tous les torts, je demande pourquoi. La seule réponse que je puisse trouver, c'est qu'il y a quelque chose de profondément ancré dans la mémoire de notre culture, qui nous rend plus enclins à accuser les juifs. » (En 2008, Brown a chargé Purnell des pensions et retraites).

Gordon Brown a aussi nommé Jim Murphy – qui fut Président des Travailleistes Amis d'Israël de 2000 à 2002 – ministre d'Etat chargé de l'Europe, et responsable de BBC World Service [ndt : La section des programmes internationaux de la BBC] et du British Council [ndt : Institut qui représente la culture britannique et en assure le rayonnement sur le plan international, à l'instar de ce qu'est l'Alliance Française pour la France]. Plus inquiétant encore : son nouveau ministre chargé du Proche-Orient est Kim Howells, qui fut lui aussi Président des Travailleistes Amis d'Israël. Celui qui dirige les Travailleistes Amis d'Israël, c'est David Mencer. Il a servi comme engagé volontaire dans les Forces Israéliennes de Défense...

Les Travailleurs Amis d'Israël comptent de plus en plus de membres à la Chambre des Communes. D'aucuns y voient même un tremplin pour ceux qui veulent réussir en politique. Personne ne manque les réceptions que donne le lobby, qui se flatte de faire salle comble avec des hôtes tels Gordon Brown, l'ambassadeur d'Israël et le vice-ministre israélien de la défense. Lors des congrès du Parti Travailleur, le Premier ministre assiste aux meetings des Travailleurs Amis d'Israël à l'instar de bon nombre des membres de cabinets ministériels. Il n'est pas si fréquent que des séances tenues en marge d'un Congrès réunissent autant de beau monde.

Le Smith Institute, qui détermine les grands axes de la politique du Parti Travailleur, est désormais presque totalement sous l'influence du lobby israélien. Son président est Lord Haskel, qui est également membre du Conseil Exécutif Parlementaire des Travailleurs Amis d'Israël. Au conseil d'administration du Smith Institute on trouve notamment la Baronne Meta Ramsay, longtemps officier du MI-6 [ndt : Services de Renseignements Britanniques, assez récemment accusés par l'enquête Hutton, d'avoir falsifié les rapports sur les Armes de Destruction Massive en Irak pour favoriser le déclenchement du conflit]. C'est elle qui représente la Chambre des Lords à la présidence des Travailleurs Amis d'Israël. Evidemment Tony Blair, pour sa part, est désormais l'envoyé spécial du Quartet au Moyen-Orient... [ndt : « Quartet » : Groupe de 4 Etats et Organisations Internationales chargés de la médiation dans le conflit israélo palestinien (USA, UE, Russie, ONU)]. Tout ce beau monde contrôle activement les médias afin d'en évacuer toute analyse trop critique à l'encontre d'Israël. Ainsi, lorsque l'ambassadeur de France se permet d'appeler Israël « ce petit pays de merde », au cours d'un dîner offert par Conrad Black, les Travailleurs Amis d'Israël exigèrent immédiatement par courrier que l'ambassadeur soit démis de ses fonctions. De même ont-ils monté un dossier contre Ken Livingstone [ndt : qui a récemment perdu la mairie de Londres].

Yasmin Alibhai-Brown est-elle la seule journaliste de la presse à grand tirage [ndt : elle travaille pour The Independent] à avoir osé s'en prendre ouvertement aux Travailleurs Amis d'Israël. Dans un article du 3 décembre 2007 intitulé « De tels lobbyistes et leur poids en coulisses laissent franchement mal à l'aise », elle écrivait :

« Désolée de poser la question – je ferais sans doute mieux de me taire. Pour éviter les ennuis, mieux vaut, dit-on, éviter certains sujets. Inquiète ? A peine... Mais pas question de laisser ces questions de côté ou de regarder ailleurs. Elles me tourment dans la tête depuis qu'a éclaté la querelle des donateurs du Parti Travailleur, la semaine dernière. Je pose la question en toute bonne foi. Je n'ai nulle envie de m'attirer les foudres de Moïse et je me doute que je serai taxée d'antisémitisme pour avoir osé la poser mais : Quelqu'un pourrait-il expliquer ce qu'est exactement le rôle des Travailleurs Amis d'Israël (TAI) dans notre vie politique – et par la même occasion celui de son alter ego, les Conservateurs Amis d'Israël (CAI) ? »

« Dans une démocratie ouverte, n'est-il pas légitime de chercher à le savoir ? C'est même réellement un devoir ! David Abrahams, le mystérieux intrigant au centre de cette explosive affaire de financements occultes n'était-il pas un gros bonnet du TAI ? A l'instar de Jon Mendelsohn, l'ingénieur collecteur de fonds choisi par Gordon Brown comme gestionnaire des « caisses du Parti » pour le financement de la prochaine victoire Travailleur. Lord Levy n'est-il pas lui aussi un membre clé du TAI ? »

« Dans les affaires de pairie [ndt : une série d'anoblissements douteux ou d'attributions contestées du titre de Lord et des privilèges afférents, par le gouvernement Blair], nous avons tous été témoins de la tortueuse enquête policière sur l'affaire des « achats de titres de noblesse », mais pas une seule fois on n'a examiné les liens de Levy avec le TAI, et la manière dont ceux-ci pouvaient être à l'origine de l'offre d'une position aussi prestigieuse que celle d'envoyé spécial au Proche-Orient, faite à Lord Levy par son partenaire de tennis, Tony Blair. »

« Sioniste acharné et lobbyiste éhonté, Mendelsohn est décrit par la Jewish Chronicle comme « l'un des courtiers en pouvoir les plus influents qui soient. » On peut donc en déduire que le TAI pèse assez lourdement sur tout ce qui détermine notre politique étrangère au Proche-Orient – la plus explosive poudrière qui soit au monde à l'heure actuelle. »

« Et c'est aussi choquant qu'injuste. Par définition, le TAI penche nécessairement côté Israélien. Sa raison d'être est précisément de défendre les positions et objectifs d'Israël. Il ne peut absolument pas se montrer impartial ou bienveillant envers « l'ennemi. » J'irais même jusqu'à avancer que l'attitude abjecte de Tony Blair au moment de l'agression israélienne du Liban [ndt : l'Operation Hot Summer de juillet 2006] provenait notamment des relations particulières qu'il entretenait avec le TAI. Il est ahurissant que nous ayons pu en laisser le réseau envahir à ce point les arcanes du pouvoir et y insuffler l'air qu'on y respire. Pareille corruption est aussi invisible qu'inodore. Elle n'en est pas moins mortelle et on doit la stopper dès maintenant, à sa source. »

Un récent exploit des Travailleurs Amis d'Israël

Ils ont mené un lobbying aussi acharné qu'efficace tant au Royaume Uni qu'auprès de l'Union européenne pour que soit bloquée l'aide financière à la bande de Gaza, tant que le gouvernement du Hamas – bien que démocratiquement élu – resterait au pouvoir. Ils partagent donc avec Israël la responsabilité des conditions de vie et de dénuement épouvantables qui règnent désormais dans la bande de Gaza, et notamment de ces enfants qui meurent parce qu'on leur refuse l'accès aux hôpitaux israéliens et que les sanctions privent délibérément les hôpitaux de Gaza de toute fourniture médicale [ndt : en totale violation des Conventions de Genève].

Les Travailleurs Amis d'Israël dictent la ligne du Parti :

« Le manifeste électoral du Hamas n'est pas aussi dur que sa charte, en ce qu'il se garde d'appeler explicitement à la destruction de l'Etat d'Israël. Il n'en prône pas moins la poursuite de la lutte armée, et il ne propose rien de plus qu'une longue « hudna » (trêve) en échange d'un retrait israélien jusqu'aux frontières de

1967 et de la création d'un Etat palestinien avec Jérusalem pour capitale. Israël est toléré comme une regrettable réalité, mais son droit à l'existence en tant qu'Etat juif n'est pas reconnu. Ce refus de reconnaître la légitimité d'Israël ou tout accord signé par l'OLP avec cet Etat, et l'insistance du Hamas sur la poursuite de la lutte armée, font qu'on peut difficilement imaginer un futur gouvernement Hamas partenaire de négociations de paix, non seulement avec Israël mais aux yeux de la communauté internationale. De fait, les USA, le Quartet et l'UE, tandis qu'ils saluaient le processus démocratique en Palestine, ont unanimement prévenu que sans abandon définitif du terrorisme et sans reconnaissance d'Israël, il ne pourrait y avoir de négociations avec un gouvernement formé par le Hamas. Amener le Hamas à changer de position dépend très largement de l'unité d'un tel front au sein de la communauté internationale. » [ndt : Les USA et l'UE font partie du Quartet. La Russie aussi mais à l'instar de l'ONU, le quatrième membre, elle n'adhère pas à cette idée. Le « front uni dont il s'agit ici est donc les USA et l'UE contre le respect du droit international et de la Charte des Nations Unies, dont plusieurs résolutions exigent déjà d'Israël le retrait sur les frontières de 1967, le droit au retour des réfugiés palestiniens sur leurs terres et la désignation de Jérusalem comme capitale de la Palestine].

« Les recommandations du MAI [...] Pour une économie qui dépend si lourdement de l'aide étrangère – à hauteur d'un milliard de dollars par an, venant des pays donateurs et 55 millions de dollars supplémentaires par mois, en taxes collectées par Israël – la suppression de cette aide exercerait une intense pression sur un gouvernement Hamas qui a refusé de modifier sa politique. »

« Pour autant, la communauté internationale et Israël ne peuvent, en pratique, interrompre totalement le transfert d'argent, par crainte de faire basculer l'économie palestinienne, de la crise humanitaire dont elle souffre actuellement, dans une catastrophe humanitaire majeure. »

Quant à l'Union européenne...

Benita Ferrero Waldner, commissaire européenne aux relations extérieures, s'est déclarée plus encline à s'efforcer de resserrer les liens avec Israël qu'avec littéralement aucun autre pays du pourtour méditerranéen. Outre son insistance à souligner qu'Israël est « plus proche que jamais de l'Union européenne », elle a annoncé qu'un « groupe de réflexion » s'efforçait actuellement de déterminer comment les relations de part et d'autre pourraient être élevées à un « statut véritablement spécial. » Alors que des organismes officiels ont été mis sur pied pour régler la question des droits de l'homme au Maroc et en Jordanie, seul un « groupe de travail » informel est chargé de cette question concernant Israël. Israël est généralement traité comme un pays de l'Union européenne, bien qu'il n'en fasse pas partie – comme c'est le cas pour le Football ou le concours de l'Eurovision – mais les fondements théocratiques de sa constitution handicapent lourdement son adhésion. Les Palestiniens ont déjà payé un tribut particulièrement lourd du fait de l'ascension du New Labour et assurément, il serait grand temps d'inverser la tendance.

[ndt : Heureusement, en France il est impossible de publier ce genre d'article sous peine de poursuites.]

Janine Roberts

25 juillet 2008

Journaliste d'investigation en Angleterre pour The Independent et The Financial Times, Janine Roberts est également largement publiée dans la presse australienne.

Diffusé en Angleterre par la BBC et aux USA sur Frontline WGBH, son documentaire « The Diamond Empire » [L'Empire du diamant], dénonce les implications économiques mondiales du commerce international du diamant. L'enquête fut notamment conduite en Israël.

Version originale (avec l'intégralité des appels de notes) :

http://www.palestinechronicle.com/view_article_details.php?id=13821

Traduit de l'anglais par Dominique Arias

(Les notes entre [ndt : ...] sont du traducteur et n'engagent que lui)

Sources

Posté par Adriana Evangelizt

<http://usa-menace.over-blog.com/article-21491103.html>